

**MAIRIE LES DEUX ALPES**  
**48 avenue de la Muzelle**  
**38860 - LES DEUX ALPES**

**DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 25 novembre 2019**

**N° 2019.180**

**L'an deux mille dix-neuf, le 25 novembre 2019 à 18h,**

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

**Présents :** M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué, Agnès ARGENTIER, adjointe, BALME Michel, BARBIER Guylaine, BEL Florence, CHARREL Romain, CHOPARD Laurence, DEBOUT Stéphanie, DEVAUX Jean-Pierre, DODE Maryvonne, FOURNIER Jean-Luc, GIRAUD Laurent, GONON Catherine, LESCURE Hervé, MARTIN Jocelyne, MOREAU Françoise, POIROT Fabien, ROY Sylvie, conseillers municipaux.

**Absents :** Maurice ARLOT, Jean-Luc BISI, Delphine BOURGEAT, Nicolas CASSEGRAIN, Emmanuel DURDAN, Thierry GUIGNARD.

**Pouvoirs :** Jean-Noël CHALVIN donne pouvoir à Guylaine BARBIER, Estelle FAURE donne pouvoir à Jocelyne MARTIN, Magali LESCURE donne pouvoir à Pierre BALME.

**Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :**

MM. Michel BALME et Jean-Luc FOURNIER ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

**DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.4 – Autres types de contrats**

**OBJET : Local NRO – convention SEDI pour l'installation de lignes souterraines et ouvrages annexes**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2241-1,

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que dans le cadre de l'extension du bâtiment qui accueillera le nœud de raccordement pour la fibre optique, les travaux emprunteront les parcelles communales cadastrées AE n° 52, 54, 56, lieudit côte de l'Alpe et AE n° 127, lieudit Cote du Gay.

Le SEDI 38, maître d'œuvre, souhaite conclure une convention pour que la commune l'autorise à réaliser une tranchée pour installer des câbles, un coffret électrique et les remontées de câbles.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** de conclure la convention susvisée avec le SEDI,
- **DONNE** tous pouvoirs au maire ou son délégué, afin de signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,  
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS

Envoyé en préfecture le 30/12/2019

Reçu en préfecture le 30/12/2019

Affiché le



ID : 038-200064434-20191125-DEL2019180-DE



Commune : LES DEUX ALPES ..... Opération N° 18.009.253 .....

Libellé de l'affaire : EXTENSION BT LOCAL NRO .....

Ligne : BT .....

Electricité (BT HTA), Eclairage Public (EP), Télécommunication (FT) - (Désigner la ligne par ses extrémités et indiquer la tension)

Entre les soussignés :

<p><b>Syndicat des Energies du département de l'Isère</b>                  27 rue Pierre Sépard                  38000 Grenoble</p>	et	Mr, Mme ..... COMMUNE DE LES DEUX ALPES ..... 48 AVENUE DE LA MUZELLE ..... 38860 LES DEUX ALPES .....
représenté par son Président dûment habilité à cet effet, et désigné ci-après par l'appellation "SEDI", d'une part,		agissant en qualité de propriétaire désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire", d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la ou les parcelle(s) ci-après désignée(s) (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartient / appartiennent :

COMMUNE	SECTION	NUMERO	LIEU-DIT
LES DEUX ALPES - MONT DE LANS	AE	52-54-56	COTE DE L'ALPE
LES DEUX ALPES - MONT DE LANS	AE	127	COTE DU GAY

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n°70-492 du 11 juin 1970, que la ou les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est / sont actuellement :

- Exploitée(s) par lui-même
- Exploitée(s) par M .....  
 Habitant à .....
- Non exploitée(s)

Les parties, vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par l'article L323-6 du code de l'énergie que par l'article L323-9 du code de l'énergie et le décret n°70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n°67-886 du 6 octobre 1967, vu l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925, et à titre de reconnaissance de ces droits, ont convenu ce qui suit :

**Article 1 :** Après avoir pris connaissance, du tracé de cette (ces) ligne(s) souterraine(s) sur la (les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît au SEDI, Maître d'Ouvrage des installations souterraines qu'il se propose d'établir, sur la dite propriété (close ou non, bâtie ou non), au profit des concessionnaires de réseaux ou opérateurs de télécommunication, les droits suivants :

**A) Concessionnaire du réseau Electricité : ERDF**

<b>POSTE</b>	<input type="checkbox"/> Mise a disposition d'une surface de terrain de ..... m <sup>2</sup> pour la mise en place d'un poste de transformation électrique d'une emprise au sol de : L ..... mètres ..... mètres et d'une hauteur H de ..... mètres y compris les remontées de câbles dans le poste
<b>RESEAU SOUTERRAIN</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Y établir à demeure dans une bande de 1..... mètres de large, une tranchée sur une longueur totale de 200..... mètres environ, la (les) ligne(s) électrique(s) souterraine sur une longueur totale d'environ 205..... mètres ; les câbles seront situés à au moins 0.80..... mètres de la surface après travaux ;
	<input type="checkbox"/> A poser ..... remontée(s) aéro-souterraine(s) sur support, ou bien, à l'extérieur des murs ou façades en terrain privé ou donnant sur la voie publique y compris protection mécanique et câblage
	<input type="checkbox"/> Etablir en limite des parcelles cadastrales des bornes de repérage ;
	<input type="checkbox"/> Effectuer l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toute plantation, qui se trouvant à l'emplacement de la ligne électrique ou de courant faible spécialisé, gêne sa (leur) pose ou pourrait par sa croissance occasionner des avaries aux ouvrages.
	<input checked="" type="checkbox"/> Y établir à demeure : 1..... coffret(s) électrique + les remontées de câbles dans le coffret dont les dimensions approximatives au sol sont : 0.5..... mètres x 0.5..... mètres et d'une hauteur de 0.9..... mètres Coffret : Encastré : OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>

**B) Opérateur du réseau Télécommunication :**

<input type="checkbox"/> A poser ..... chambre(s) de tirage ou chambre de raccordement
<input type="checkbox"/> A poser ..... mètres de tranchée pour réseaux de télécommunication

**C) Concessionnaire du réseau Eclairage Public : La Commune/le SEDI**

<input type="checkbox"/> A poser ..... candélabre(s) d'éclairage public : la dimension du massif en emprise sur la propriété est de : ..... mètres x ..... mètres
<input type="checkbox"/> A poser ..... mètres de ligne d'éclairage public souterraine comprenant fourreau / câble / cablette de cuivre
<input type="checkbox"/> A poser ..... luminaire(s) d'éclairage public en façade ainsi que son raccordement électrique
<input type="checkbox"/> A poser ..... remontée(s) aéro-souterraine(s) sur support, ou bien, à l'extérieur des murs ou façades en terrain privé ou donnant sur la voie publique y compris protection mécanique et câblage
<input type="checkbox"/> Faire passer les conducteurs aériens d'éclairage public, au-dessus, des dites parcelles, sur une longueur totale d'environ ..... mètres
<input type="checkbox"/> Fixer les conducteurs aériens d'éclairage public sur les façades, des dites parcelles, sur une longueur totale d'environ ..... mètres

Par voie de conséquence, le SEDI et les concessionnaires des réseaux d'électricité, d'éclairage, et l'opérateur du réseau de télécommunication, pourront faire pénétrer sur la (les) propriété(s) leurs ouvrages ainsi établis, dûment accrédités en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

**Article 2 :** Eu égard à la nature et à l'objet des travaux à réaliser (amélioration de l'environnement et renforcement), ainsi qu'à leur mode très particulier de financement, aucune indemnité n'est versée par le SEDI.

La présente convention reconnaît au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages. S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une estimation fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le Tribunal compétent.

Les dégâts seront à la charge du SEDI ou de ses entrepreneurs dans le cas où ils sont causés par la construction de l'ouvrage. Ils seront à la charge d'Electricité Réseau Distribution France s'ils sont causés par la surveillance, l'entretien ou la réparation des ouvrages.

**Article 3 :** Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de(s) (la) parcelle(s), mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1.

Il s'engage en outre, dans la bande de terrain définie à l'article 1, à ne faire aucune modification du profil du terrain, construction, plantations d'arbres et d'arbustes, ni aucune culture préjudiciable à l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages ou à la sécurité.

Il pourra toutefois :

- Elever des constructions de part et d'autre de cette bande à condition de respecter entre lesdites constructions et le (les) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1, les distances de protection prescrites par les règlements en vigueur
- Planter des arbres de part et d'autres des lignes électriques souterraines à condition que la base de fût soit à une distance supérieure à 1,50 mètre des ouvrages.

Si le propriétaire se propose de faire des travaux de terrassement ou de construction à l'emplacement des réseaux, c'est-à-dire à l'intérieur de la bande de terrain définie à l'article 1, il devra faire connaître, par lettre recommandée adressée, aux concessionnaires des réseaux électriques, d'éclairage et l'opérateur du réseau de télécommunication, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation. ERDF sera tenu de lui répondre dans un délai de 1 mois à compter de la date d'avis de réception.

Si les ouvrages établis sur la (les) parcelle(s) ne doivent pas se trouver à une distance réglementaire de la construction projetée, Electricité Réseau Distribution France sera tenue de les modifier ou de les déplacer. Cette modification ou ce déplacement auront lieu à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement des ouvrages, exécuté les travaux projetés, Electricité Réseau Distribution France sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

**Article 4 :** Le propriétaire ou, le cas échéant, tout autre exploitant, sera dégagé de toute responsabilité à l'égard du SEDI, des concessionnaires d'électricité, d'éclairage, et de l'opérateur du réseau de télécommunication, pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait aux ouvrages faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux d'un acte de malveillance de sa part.

En outre, si l'atteinte portée à la ligne résulte d'une cause autre qu'un acte de malveillance de sa part et si les dommages sont ainsi causés à des tiers, Electricité Réseau Distribution France garantit le propriétaire ou, éventuellement tout autre exploitant contre toute action aux fins d'indemnité qui pourraient être engagée par ces tiers.

**Article 5 :** En vertu du décret n°67-886 du 6 octobre 1967 et de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit, que des tiers, les effets de la déclaration d'utilité publique prévue par l'article L323-4 du code de l'énergie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la (les) parcelle(s) traversée(s) par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la (des) parcelle(s).

**Article 6 :** Le SEDI déclare qu'il entend convenir des clauses énoncées dans le présent acte, tant pour lui-même que pour ses concessionnaires d'électricité, d'éclairage, et de l'opérateur du réseau de télécommunication, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

**Article 7 :** La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue par la question à l'article 1 ci-dessus ou de toute autre ligne qui pourrait lui être substituée ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

**Cadre réservé au SEDI**

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application des dispositions de l'article 1045 du Code Général des Impôts, au Service des Impôts des Entreprises de Grenoble Chartreuse.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout cleric de l'Etude ..... à l'effet de faire tout acte de dépôt des présentes et de dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil. Les frais afférents à cette mission seront pris en charge par le SEDI.

Fait à ..... , le .....

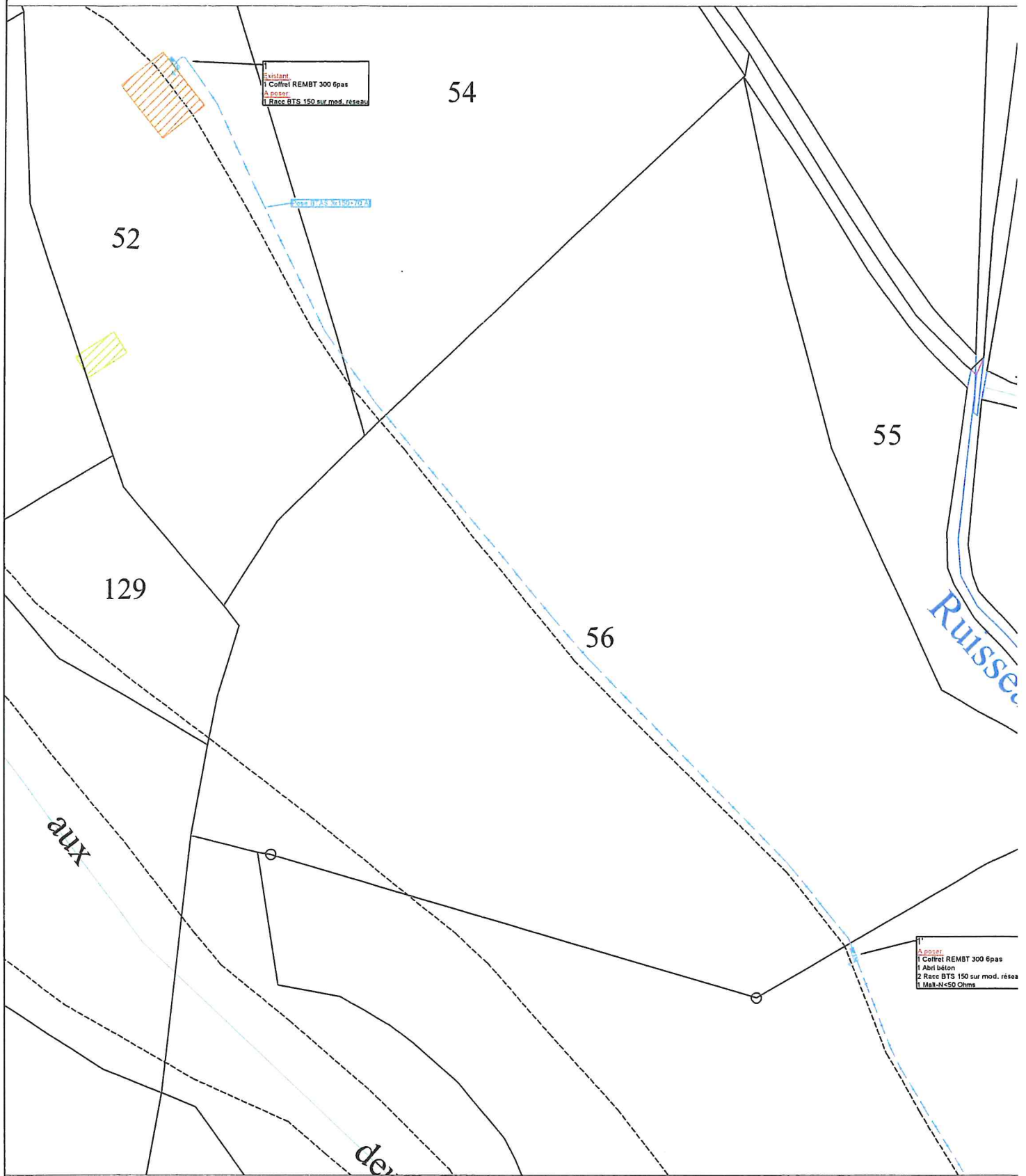
*En quatre exemplaires*

**Le Président du SEDI**

*Signature précédée de la mention "Lu et approuvé"*

**Le Propriétaire : Mr, Mme .....**

*Signature précédée de la mention "Lu et approuvé"*



**Signatures:**

Envoyé en préfecture le 30/12/2019

Reçu en préfecture le 30/12/2019

Affiché le



ID : 038-200064434-20191125-DEL2019180-DE



Envoyé en préfecture le 30/12/2019

Reçu en préfecture le 30/12/2019

Affiché le

**SLO**

ID : 038-200064434-20191125-DEL2019180-DE

# Département de l'ISERE

## Commune de Les Deux Alpes - Parking Cote de l'Alpe

Pose câble alimentation Local NRO Fibre Optique

Parcelle(s) AE 52 / AE 54 / AE 56 / AE 127

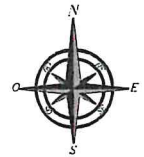
Echelle 1/500 ème



1  
A passerelle  
1 Coffret REMBT 300 6pas  
1 Abri béton  
2 Race BTS 150 sur mod. réseau  
1 Mat-N<50 Ohms

2  
A passerelle  
1 Coffret REMBT 300 6pas  
1 Race BTS 150 sur mod. réseau  
1 module Br 35 protégé en attente  
1 Mat-N<50 Ohms

Local  
NRO



Envoyé en préfecture le 30/12/2019

Reçu en préfecture le 30/12/2019

Affiché le



ID : 038-200064434-20191125-DEL2019180-DE